



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail

Dossier d'Appel d'Offres international Ouvert

N° 54 / 2025

Financement : Projets OFPPT hors coopération

Objet :

Conception et mise en place d'un système intégré de gestion des ressources humaines au sein de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

[Handwritten signature]

REGLEMENT DE CONSULTATION

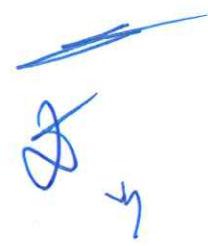
Passé en application de l'article 19 et 20, du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, approuvé le 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023).



SOMMAIRE

REGLEMENT DE CONSULTATION

Article 1	: Objet du règlement de consultation	3
Article 2	: Maitre d'ouvrage	3
Article 3	: Allotissement	3
Article 4	: Composition du dossier d'appel d'offres	3
Article 5	: Modification du dossier d'appel d'offres	3
Article 6	: Retrait des dossiers d'appel d'offres	4
Article 7	: Conditions requises des concurrents	4
Article 8	: Justification des capacités et des qualités des concurrents	5
Article 9	: Demande et communication d'information aux concurrents	8
Article 10	: Présentation des dossiers des concurrents	8
Article 11	: Dépôt des plis des concurrents	8
Article 12	: Retrait des plis	9
Article 13	: Lieu de la tenue de la séance publique d'ouverture des plis	9
Article 14	: Langue de l'établissement des pièces des offres	9
Article 15	: Monnaie de formulation des offres	9
Article 16	: Délai de validité des offres	9
Article 17	: Déroulement de la procédure d'ouverture des plis et d'examen des offres des concurrents	10
Article 18	: Critères d'appréciation des offres techniques des concurrents	10
Article 19	: Préférence nationale	12
Article 20	: Résultats de l'Appel d'Offres	12
Annexe 1	: Modèle de déclaration sur l'honneur	13
Annexe 2	: Modèle d'acte d'engagement	16



REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION :

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet **la conception et mise en place d'un système intégré de gestion des ressources humaines au sein de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article n°21, du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret n° 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 2 - MAITRE D'OUVRAGE :

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT :

Le marché issu du présent appel d'offres n'est pas alloti.

ARTICLE 4 - COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Le présent dossier d'appel d'offres comprend :

- a- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b- Un exemplaire du Cahier des Prescriptions Spéciales "CPS" ;
- c- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d- Les Modèles du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global ;
- e- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f- Un exemplaire du règlement de la consultation.

Le concurrent devra examiner les instructions, conditions, spécifications et modèles contenus dans le dossier d'appel d'offres. Il est responsable de la qualité des renseignements requis par les documents d'appel d'offres et de la préparation d'une offre conforme à tous égards et aux exigences du dossier d'appel d'offres.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le concurrent. Toute inexactitude dans les informations données, entraîne automatiquement le rejet de l'offre correspondante, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par les dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 précité, en cas d'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Conformément aux dispositions de l'article n°22 § 7 et 8 du décret n°2-22-431 précité, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret précité, dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours. Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret précité doit être respecté.

Les concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres.

Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

ARTICLE 6 - RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES :

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports prévus à l'article 23 de décret n° 2-22-431 précité jusqu'à la date de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

ARTICLE 7 – CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS :


Conformément à l'article 27 du décret n° 2-22-431 précité.

Peuvent valablement participer et être attributaires du marché, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement, les personnes physiques ou morales, qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

Ne sont pas admises à participer à l'appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n° 2-22-431 précité ;



- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 150 du décret n° 2-22-431 précité.

Le groupement désignera un mandataire représentant les membres dudit groupement lors de la procédure de passation du marché, le cas échéant, et vis-à-vis du maître d'ouvrage lors de la phase d'exécution des travaux.

ARTICLE 8 – JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique une offre financière et une offre technique.

8.1- Le dossier administratif comprend :

A- pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - s'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - * une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - * un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - * l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b) La déclaration sur l'honneur, établie conformément au modèle ci-joint.
- c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant.
- d) La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n° 2-22-431 précité ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

La convention constitutive du groupement, le cas échéant, prévue à l'article 150 du décret précité ou sa copie certifiée conforme. Cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.

B- pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 précité.

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité.
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

- c) une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
- d) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

8.2- Le dossier technique comprend :

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation ;
- b) Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées. Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation, le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

NB : L'appréciation des capacités techniques (attestations de référence) sera effectuée selon les modalités suivantes : présentation d'au moins **une attestation de référence** recouvrant des prestations réalisées dans le domaine des ressources humaines durant la période **2019 et postérieur**.

8.3 -L'offre technique comprend :

Le concurrent est tenu de présenter une offre technique conformément aux dispositions de l'article 31 du décret précité, elle porte notamment sur :

- La **méthodologie** que le concurrent envisage de mettre en œuvre pour réaliser les prestations objet du présent appel d'offres. Cette méthodologie doit être cohérente avec les objectifs de l'OFPPT en matière de gestion des ressources humaines, en incluant ce qui suit :
 - **Phases du projet** : Il est attendu que le concurrent détaille les différentes phases du projet, y compris les activités spécifiques, les livrables attendus, les jalons et les responsabilités. Chaque phase doit être clairement définie.
 - **Méthodes de collecte de données** : Le concurrent doit expliquer les méthodes qu'il utilisera pour collecter les données nécessaires au projet. Ces méthodes doivent être appropriées et pertinentes.
 - **Analyse et traitement des données** : Une description de la manière dont les données seront analysées, traitées et interprétées doit être fournie. Le concurrent doit montrer comment il compte garantir la qualité des résultats.
 - **Consultations et entretiens** : Si des consultations ou des entretiens avec le personnel de l'OFPPT sont prévus, le concurrent doit expliquer comment ils seront menés et quelles seront leurs contributions au projet.
 - **Engagement envers les délais** : Le concurrent doit démontrer son engagement à respecter les délais convenus. Tout retard potentiel doit être signalé et des mesures correctives proposées.
 - **Alignement avec les objectifs** : La méthodologie proposée doit montrer comment elle est alignée sur les objectifs de l'OFPPT en matière de gestion des ressources humaines, tels que définis dans ce CPS.

- **Garantie de qualité** : Le concurrent doit expliquer comment il garantira la qualité des résultats par le biais de vérifications, de revues de pairs et de processus de validation.
- **Gestion des changements** : Le concurrent doit démontrer sa capacité à gérer les changements éventuels dans le processus tout en maintenant l'alignement sur les objectifs.
- **Rapports d'étape** : Le concurrent doit convenir de fournir des rapports d'étape réguliers à l'OFPPT pour assurer une transparence tout au long du projet.

A noter que la méthodologie proposée doit :

- Démontrer une compréhension approfondie des défis spécifiques du projet et être adaptée en conséquence ;
 - Être rigoureuse et systématique, avec des procédures clairement définies pour garantir la fiabilité des résultats ;
 - Couvrir tous les aspects mentionnés dans le présent CPS .
- Le **CV du chef de projet**, proposé pour la réalisation de la mission, signé par l'intéressé ;
 - Une fiche descriptive de l'expérience du chef de projet qui résume les pertinences de ses expériences professionnelles et ses missions réalisées en relation avec l'objet du présent appel d'offres, signé par l'intéressé;
 - L'(s) attestation(s) de travail justifiant(s) l'expérience professionnelle du chef de projet proposé pour la réalisation de la mission (Originaux ou copies certifiées conformes à l'originale);
 - Les **CV des intervenants** proposés, autre que le chef de projet pour la réalisation de la mission co-signés par le chef de projet et l'intéressé;
 - Des fiches descriptives des expériences des intervenants proposés autre que le chef de projet qui résument les pertinences de leurs expériences professionnelles et leurs missions réalisées en relation avec l'objet du présent appel d'offres, co-signés par le chef de projet et l'intéressé;
 - Les attestations de travail justifiant l'expérience professionnelle des intervenants proposés autre que le chef de projet (Originaux ou copies certifiées conformes à l'originale);
 - Les copies certifiées conformes des diplômes des intervenants proposés y compris le chef de projet ;
 - Le **planning** d'exécution et d'ordonnancement des tâches détaillant le planning horaire sur site et au bureau du cabinet dûment signé par le concurrent, pour l'exécution des différents volets et phases concernant les prestations objet du présent appel d'offre ;
 - Le tableau d'affectation des intervenants (chef de projet et les 3 consultants seniors), établi conformément au modèle en annexe 3 du présent appel d'offres.

8.4 Offre financière comprend :

- a- **L'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues au cahier des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi conformément au modèle ci-joint et en un seul exemplaire ;

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché ;

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

b- Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global établis conformément aux modèles figurant dans le dossier de l'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau du prix global et la décomposition du montant global, selon le cas le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 – DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATION AUX CONCURRENTS :

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours (7) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 10 - PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article n° 32 du décret n°2-22-431 du 15 chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics et aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient trois enveloppes électroniques distinctes :

- a. La première enveloppe électronique contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 8 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés électroniquement et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
- b. La deuxième enveloppe électronique contient l'offre financière.
- c. La troisième enveloppe électronique contient l'offre technique.

Conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 précité, chaque pièce doit être insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant et signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.

ARTICLE 11 - DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du décret n° 2.22.431 précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023, relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, les plis doivent être transmis exclusivement par voie électronique sur le portail des marchés publics.

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à l'appel d'offres, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.



Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l'article 150 du décret n° 2-22-431.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 12 - RETRAIT DES PLIS :

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du certificat de signature électronique ayant servi au dépôt de ce pli. Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 13 - LIEU DE LA TENUE DE LA SEANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE DES PLIS :

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique dans la salle de réunion de l'OFPPT située l'intersection de la route BO n° 50 et Route Nationale 11 (route Nouacer) Sidi Maarouf - Casablanca.

ARTICLE 14 - LANGUE DE L'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES :

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toutes les correspondances et tous les documents concernant l'offre, échangés entre le concurrent et le maître d'ouvrage, dans le cadre du présent appel d'offre, seront rédigés en langue française.

ARTICLE 15 - MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES :

Le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirham marocain.

La ou les monnaies convertibles dans lesquelles le prix de l'offre financière doit être exprimé en Dhs, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc.

Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams.

Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 16 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu.

ARTICLE 17 - DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EXAMEN DES OFFRES DES CONCURRENTS :

La procédure d'ouverture des plis et d'examen des offres des concurrents se déroulera conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 41, 42, 43 et 144 du décret n° 2-22-431.

ARTICLE 18 - CRITERES D'APPRECIATION DES OFFRES TECHNIQUES DES CONCURRENTS :

Les concurrents seront évalués sur ce qui suit :

- La note méthodologique ;
- Les effectifs et les profils requis des ressources humaines ;
- Le planning de réalisation et le tableau d'affectation.

Une note technique N_t (sur 100 points) attribuée à chaque offre sur la base du barème ci-dessous :

Critères d'appréciation		Indicateur de mesure	Note attribuée	Documents fournis à l'appui
Méthodologie et planning proposés – Note N ₁			60	
Conformité générale à la méthodologie	Clarté et cohérence de la méthodologie <i>Ce critère évalue la qualité de la méthodologie proposée par le prestataire. La méthodologie doit être clairement définie, structurée et logique. Il est attendu que le prestataire présente une approche cohérente, compréhensible et facilement applicable pour atteindre les objectifs définis. Les étapes et les processus doivent être explicites et bien organisés notamment les précisions sur les livrables qui seront élaborés.</i>	35 (entre 0 et 35)	<ul style="list-style-type: none">- La méthodologie.- Le planning d'exécution et d'ordonnancement des tâches détaillant le planning horaire sur site et au bureau,- Le tableau d'affectation des intervenants (chef de projet et les 3 consultants séniors), établi conformément au modèle en annexe 3 du présent appel d'offres.	
	Innovation dans les solutions proposées <i>Ce critère mesure la capacité du prestataire à proposer des solutions nouvelles et créatives, qui vont au-delà des pratiques traditionnelles. L'innovation peut concerner de nouvelles technologies, des approches pédagogiques inédites ou des méthodes de gestion novatrices, mais elle doit être concrète et applicable dans le cadre du projet. L'originalité doit apporter une réelle valeur ajoutée.</i>	5 (entre 0 et 5)		
	Durabilité des systèmes proposés <i>Ce critère examine l'impact à long terme des solutions mises en place. Il s'agit d'évaluer dans quelle mesure les solutions proposées par le prestataire sont viables et résilientes face aux défis futurs. Les systèmes doivent être conçus pour fonctionner durablement, avec une attention particulière aux ressources, à l'entretien et à l'évolution possible dans le temps.</i>	5 (entre 0 et 5)		
	Planification détaillée et réaliste <i>Ce critère évalue la précision et la faisabilité du planning proposé. Une planification réaliste implique une estimation correcte des délais, des ressources nécessaires, et une prise en compte des contraintes éventuelles. Le calendrier doit être complet, sans lacunes, et correspondre aux objectifs à atteindre dans les délais impartis. La répartition des tâches et des responsabilités doit être clairement identifiée.</i>	5 (entre 0 et 5)		
	Alignement avec les objectifs de l'OFPPT <i>Ce critère évalue la conformité du projet proposé par le prestataire avec les priorités et les objectifs stratégiques de l'OFPPT. Il est essentiel que le projet s'inscrive dans les lignes directrices et les besoins exprimés par l'institution, et qu'il contribue à ses objectifs à court, moyen et long terme. L'alignement doit être clairement démontré à travers la méthodologie et les résultats attendus.</i>	5 (entre 0 et 5)		
	Gestion des risques et des changements <i>L'accent est mis sur la capacité du prestataire à identifier les risques potentiels et à anticiper les changements qui peuvent survenir au cours du projet. Une bonne gestion des risques inclut des stratégies de prévention, d'atténuation et de gestion de crise, ainsi que la flexibilité nécessaire pour ajuster le plan en fonction des imprévus tout en garantissant la continuité du projet.</i>	5 (entre 0 et 5)		
Qualification et expérience de l'équipe projet proposée – Note N ₂			40	
Expérience du « Chef du projet » (*) -le chef du projet aura une note de 5 points pour des années	Années d'expérience : inférieur à 10 ans		0	<ul style="list-style-type: none">- Diplôme + CV + attestations de travail justifiant l'expérience
	Années d'expérience : 10 ans et plus		5	

d'expérience au-delà des 10 ans dans le domaine des RH	Pertinences des expériences professionnelles et des missions réalisées en relation avec l'objet du présent appel d'offres	14 (entre 0 et 14)	professionnelle + les fiches descriptives des expériences.
Qualification des 3 consultants séniors (**)	Inférieur à Bac+5	0	
1. Formation (les 3 consultants séniors) -le concurrent aura une note de 2 points pour chacun des 3 consultants séniors ayant au moins BAC+5.	Bac + 5 et plus	6	
2. Expérience professionnelle des consultants séniors -le concurrent aura une note de 2 points pour chacun des 3 consultants séniors ayant au moins 5 ans dans le domaine des RH.	Inférieur à 5 ans	0	
3. Pertinences des expériences professionnelles -le concurrent aura une note dans la limite de 3 points par consultant.	5 ans et plus	6	
	Pertinences des expériences professionnelles et des missions réalisées en relation avec l'objet du présent appel d'offres	9 (entre 0 et 9)	
Note Technique N_{ti}		100	

Les critères d'évaluation de l'équipe projet sont présentés comme suit :

(*) Chef de projet : Titulaire d'un diplôme supérieur d'au moins BAC+5 (Ecole d'ingénieur, école de commerce ou d'un troisième cycle universitaire), ayant une expérience minimale de 10 ans dans le domaine des RH. En plus de l'expérience en nombre d'années, le chef de projet doit démontrer une expérience significative dans des missions similaires.

() 3 trois Consultants séniors:** chacun des consultant sénior titulaire d'un diplôme supérieur d'au moins BAC+5 (Ecole d'ingénieur, école de commerce ou d'un troisième cycle universitaire), ayant une expérience minimale de 5 ans dans le domaine des RH.

- ✓ Les années d'expérience sont comptabilisées après l'obtention du diplôme pris en considération pour l'attribution de la note relative au volet formation dûment justifiée par des attestations de travail.

Chaque concurrent obtient une note $N_{ti} = N_1 + N_2$

Les offres financières seront ouvertes uniquement pour les concurrents ayant obtenu une note supérieure ou égale à 70 points /100

La note financière de chaque concurrent (N_{fi}) est obtenue de la manière suivante :

$$N_{fi} = (\text{Offre financière du moins disant} / \text{Offre financière du concurrent } i) \times 100$$

1- Résultats de l'évaluation des offres techniques et financières :

La note définitive du concurrent i (N_{Di}) des offres est obtenue selon la formule suivante :

$$N_{Di} = N_{ti} \times 70\% + N_{fi} \times 30\%.$$

L'offre totalisant le nombre de points le plus élevé est alors retenue.

La commission retient l'offre ayant obtenu la note définitive la plus élevée.

- ✓ N_{Di} : Note globale
- ✓ N_{fi} : Note financière
- ✓ N_{ti} : Note technique

Une note N_t sur 100 points sera attribuée à chaque offre sur la base du barème ci-dessus.

L'offre du concurrent ayant obtenu la note globale la plus élevée est considérée l'offre la plus avantageuse, conformément à l'article 144 décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 19 - PREFERENCE NATIONALE :

Lorsque des concurrents non installés au Maroc soumissionnent aux marchés de travaux, de fournitures ou de services, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières, aux offres présentées par les concurrents dont les modalités d'applications sont prévues par l'article 147 du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 20 - RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES :

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.

Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux du maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours (15) au moins.

Etabli par le Service Gestion des Emplois et des Compétences :  Cherche Service Gestion des Emplois et des Compétences Zineb BENZAID	Vérifié par le Service des Marchés :  Service des Marchés	Présenté par la Division Carrière et Formation :  Nouredine KITABRHI Chef de Division Carrières et Formation
Le maître d'ouvrage Directeur des Ressources Humaines : Said SLAOUI Directeur des Ressources Humaines	Le concurrent Lu et accepté : 	



ANNEXE 1 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert international N°/2025, sur offres des prix.

Objet du marché : la conception et mise en place d'un système intégré de gestion des ressources humaines au sein de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

A - Pour les personnes physiques :**1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :**

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS ⁽²⁾ sous le numéro :

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro :

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) ⁽³⁾ numéro ⁽⁴⁾ :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) ⁽⁵⁾ numéro ⁽⁶⁾ :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

B - Pour les personnes morales :**1) Cas des sociétés :**

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de:

Numéro téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du siège social de la société :

⁽¹⁾ En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

⁽²⁾ Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

⁽³⁾ Supprimer la mention inutile.

⁽⁴⁾ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

⁽⁵⁾ Supprimer la mention inutile.

⁽⁶⁾ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

Adresse du domicile élu :
 Affiliée à la CNSS, sous le numéro:⁽⁷⁾.....
 Inscrite au registre du commerce....., sous le numéro :
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) ⁽⁸⁾ numéro ⁽⁹⁾ :
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas des établissements publics :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(dénomination de l'établissement).
 Numéro téléphone :
 Numéro du fax :
 Adresse électronique :
 Adresse du siège :
 Affiliée à ⁽¹⁰⁾sous le numéro :
 Inscrit au registre du commerce de ⁽¹¹⁾ (Localité) sous le numéro :
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise ⁽⁷⁾ :
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro ⁽⁷⁾ :
 Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché :
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) ⁽¹²⁾ numéro ⁽¹³⁾ :
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au capital social de
 Numéro de téléphone :
 Numéro du fax :
 Adresse électronique :
 Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives :
 Adresse du domicile élu :
 Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro
 Affiliée à la CNSS sous le numéro ⁽⁵⁾ :
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) ⁽¹⁴⁾ numéro ⁽¹⁵⁾ :
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

⁽⁷⁾ Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

⁽⁸⁾ Supprimer la mention inutile.

⁽⁹⁾ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

⁽¹⁰⁾ Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

⁽¹¹⁾ Lorsque l'établissement public est assujéti à cette obligation.

⁽¹²⁾ Supprimer la mention inutile.

⁽¹³⁾ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

⁽¹⁴⁾ Supprimer la mention inutile.

⁽¹⁵⁾ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

⁽¹⁶⁾ A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.

Déclare sur l'honneur :

- 1 - que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
 - 2 - m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle;
 - 3 - m'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché;
 - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.
 - 4 - atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur;
 - 5 - atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire;
 - 6 - étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres;⁽¹⁶⁾
 - 7 - je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché;
 - 8 - je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution;
 - 9. j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts;**
 - 10 - j'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré;
- Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à....., le.....
Signature et cachet du concurrent



ANNEXE 2 : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Appel d'offres ouvert international sur offres des prix n° / 2025 du

Objet du marché : la conception et mise en place d'un système intégré de gestion des ressources humaines au sein de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

Passé en application de l'article 19 et de l'article 20, du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, approuvé le 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023).

B - Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel:

a) Pour les personnes physiques:(4)

Je soussigné.....(prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu:

Affilié à(5).....sous le numéro:

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

b) Pour les personnes morales:(4)

Je soussigné.....(prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de.....

Adresse du siège social de la société:

Adresse du domicile élu:

Affiliée à(5).....sous le numéro:

Inscrite au registre du commerce.....(localité) sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement:

Nous soussignés:(6)

– Membre n° 1:

– Membre n° 2:

– Membre n° n:

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement;

(4) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à ces obligations.

(5) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(6) Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas.

D - Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus.

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations:

1) remets (remettons), revêtu de ma (nos) signature (s) un bordereau de prix, un détail estimatif et la décomposition du montant global établis conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;(7)

2) m'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-mêmes), lesquels font ressortir :

- Montant hors TVA: (en lettres et en chiffres)

- Taux de la TVA: (en pourcentage)

- Montant de la TVA: (en lettres et en chiffres)

- Montant TVA comprise: (en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement:

- Part revenant au membre n° 1: (en lettres et en chiffres)

- Part revenant au membre n° 2: (en lettres et en chiffres)

- Part revenant au membre n° n: (en lettres et en chiffres)

Se libère..... l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte.....(postal, bancaire ou à la TGR)(7) ouvert au nom de(titulaire du marché) à.....(localité) sous le relevé d'identification bancaire numéro.....(8)

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent

(7) Supprimer la mention inutile.

(8) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.